le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 01 juin 2021 N° 475 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire : *Flambée de violence contre la communauté nigérienne*

Ne pas se tromper d'ennemis !

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial :
Côte d'ivoire : Flambée de violence contre la communauté nigérienne. Ne pas se tromper d'ennemis !

Pages 3 à 5 : **Côte d'Ivoire**
- Les vrais ennemis des pauvres c'est la bourgeoisie et l'État à son service
- Le travail des enfants, une réalité de plus en plus visible

Pages 5 à 7 : **Sénégal**
- Pendant que Macky Sall s'offre un avion …
- Les islamistes propagent leur haine et leurs idées réactionnaires

Pages 7 à 9 : **Mali**
- Les putschistes réaffirment leur coup de force
- La force des travailleurs c'est la grève !

Page 9 : **Madagascar**
- Exploitation des travailleurs et sous-développement sont liés

Page 9-10 : **Dans le monde**
- Victimes du pillage impérialiste et de la sécheresse

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 20 €
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

CÔTE D'IVOIRE : FLAMBÉE DE VIOLENCE CONTRE LA COMMUNAUTÉ NIGÉRIENNE. NE PAS SE TROMPER D'ENNEMIS !

Suite à une infox sur les réseaux sociaux montrant des soldats tabassant des civils, des jeunes à Anyama, Abobo, Yopougon, Angré, s'en sont violemment pris à des ressortissants nigériens pour soi-disant se venger… sur des gens qui ne leur ont surtout rien fait. Officiellement, un nigérien a perdu la vie, plusieurs dizaines ont été blessés dont certains gravement, 51 commerces pillés dont 22 incendiés. Les gens qui ont relayé cette infox, ont présenté les soldats comme étant des nigériens et les civils qui se faisaient malmenés comme étant des migrants ivoiriens. Il s'avère que cette vidéo avait été tournée deux ans auparavant au Nigéria et n'avait donc rien à voir ni avec les soldats nigériens, ni avec des civils ivoiriens.

Dans ce pays, la xénophobie et l'ethnisme relayés et entretenus régulièrement par la classe politique notamment, lors de chaque élection présidentielle, fait des victimes depuis une trentaine d'années.
Avec la misère et le chômage de masse, cette société bourgeoise engendre ce genre de barbarie, voire des guerres entre peuples, comme on peut le voir un peu partout dans le monde.

Quand des pauvres s'en prennent ainsi à d'autres pauvres, c'est la division qui se crée en leur sein. Cet affaiblissement du camp des pauvres, renforce nécessairement celui des riches. Ceux-là peuvent alors continuer à exploiter les travailleurs dans les usines, les chantiers, les plantations et autres lieux pour tirer du profit dans les pires conditions. Aujourd'hui, les exploiteurs logent les travailleurs dans des taudis, des bidonvilles, quelques fois sans eau ni électricité, y compris dans une métropole moderne comme Abidjan. Les soins, la scolarité, la nourriture, tout cela la bourgeoisie le fait au moindre coût, tant que le rapport des forces le lui permet. Les riches considèrent les travailleurs et leurs familles comme de simples esclaves salariés dont le coût d'exploitation doit être réduit au strict minimum !

Les travailleurs ont toutes les raisons de crier leur colère contre cette société qui les opprime. Ce sont eux qui sont à la base de la production de toutes les richesses : sans leur travail, aucun bien matériel ne peut être produit, aucune richesse ne peut sortir de terre, pas plus qu'aucun hôpital ne peut fonctionner. Mais ce sont pourtant eux qui sont les laissés-pour-compte.

Cette injustice existe, parce que ce sont les riches qui détiennent l'économie et donc aussi la politique. Le gouvernement est à eux. Voilà pourquoi rien ne change pour les populations pauvres, même quand le gouvernement change.

La division de la société n'est pas entre ethnies, nationalités, religions ou corporations. La division de la société est fondamentalement entre riches et pauvres, bourgeois et prolétaires, aux intérêts opposés. Alors, quand des pauvres s'en prennent à d'autres pauvres, c'est comme s'ils se tiraient eux-mêmes une balle dans le pied. C'est ensemble, unis, que les travailleurs peuvent renverser la classe sociale qui les exploite. Et c'est au travers des luttes contre la bourgeoisie, pour la défense de leurs intérêts quotidiens, pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie et de travail, que les travailleurs en lutte prendront conscience de leur force et trouveront le chemin de leur libération. Ils pourront alors mettre fin au système capitaliste qui mène la société vers la catastrophe.

Côte d'Ivoire

LES VRAIS ENNEMIS DES PAUVRES C'EST LA BOURGEOISIE ET L'ÉTAT À SON SERVICE

Une vidéo montrant de prétendus ivoiriens en train d'être bastonnés par des prétendus nigériens s'est propagée comme une trainée de poudre dans les réseaux sociaux. Il se trouve que les informations que cette vidéo prétend dévoiler, sont fausses mais cela a déclenché une flambée de violence dans les communes populaires d'Abidjan. Des voyous, en majorité des jeunes, ont déversé leur haine et leur colère sur la communauté haoussa originaire du Niger alors qu'elle n'y est pour rien dans cette affaire. Au début, c'était la chasse à l'homme, des affrontements entre des voyous ivoiriens et des ressortissants nigériens, puis cela va très vite se transformer en pillage des biens et saccage des lieux de commerce tenus par des nigériens.

À Abobo, commune populaire d'Abidjan, les haoussas sont très actifs dans le commerce informel. Les attaques ont commencé le 19 mai à la casse d'Abobo et ce n'est pas fortuit. Les nigériens y sont perçus comme des gens faisant de la concurrence aux ivoiriens dans le commerce de la ferraille et des tôles. Les attaques se sont ensuite étendues à d'autres secteurs d'activité où cette communauté est relativement active comme : les « garbadromes » (lieux où l'on vend de l'attiéké accompagné de poisson frit appelé garba), la friperie, la blanchisserie, la vente de tissus et de pagnes, des planches, de la viande braisée appelé choukouya. Il y en a aussi qui tiennent de petites boutiques de quartier ou des kiosques à café. Le pillage a duré toute la nuit du 19 mai. Il y a eu des dizaines de blessés à la machette et deux morts.

Le 19 mai 2021 dans une rue d'Abobo, des nigériens sont pourchassés par des voyous.

Les scènes de violence se déroulaient devant les yeux des corps habillés et de certains passants qui encourageaient cette initiative. On entendait des remarques du genre : « Ils (les nigériens) sont arrogants, ils sont impolis, ils ne connaissent pas leur place, ils ont envahi notre pays, à cause des étrangers nous souffrons, les ivoiriens doivent se faire respecter, etc.». Des situations similaires ont eu lieu dans d'autres communes d'Abidjan à des degrés divers.

Deux jours après les faits, la maire honoraire de la commune d'Abobo, Kandia Camara, qui est en même temps ministre des Affaires Étrangères, a fait un déplacement à la casse d'Abobo Anador et a échangé quelques paroles apaisantes. C'est un peu comme le pompier pyromane qui surgit après les dégâts pour cacher sa responsabilité.

Bien évidemment, cette vidéo n'est pas la véritable cause de cette flambée de violence. Certes, il peut y avoir des personnes dont les parents, dans leur tentative de partir en Europe, ont été faits prisonniers en cour de route en Libye ou tabassés ailleurs comme semble le montrer cette vidéo. Certains ont été peut-être tentés de se venger et la vidéo leur a servi d'exutoire pour s'en prendre à d'autres pauvres comme eux, qui ont fui la misère et sont venus en Côte d'Ivoire pour gagner un peu d'argent.

Les véritables causes de la colère sont à chercher ailleurs. D'abord dans la misère que vit la majorité des ivoiriens, dans le chômage qui frappe de plus en plus, dans le travail précaire et très mal payé qui se généralise, dans le fait que la vie devient de plus en plus chère et qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer le repas quotidien. La jeunesse défavorisée a le sentiment que son avenir est bouché, qu'il devient de plus en plus difficile de quitter le pays pour aller gagner sa vie en Europe ou en Amérique.

Ajoutés à cela, il y a les discours à caractère ethnique ou xénophobe véhiculés par les politiciens de tous bords, la répression contre ceux qui veulent manifester contre un pouvoir incapable d'améliorer les conditions d'existence des populations pauvres, ne serait-ce que de résoudre les questions de la distribution de l'eau et de l'électricité qui font souffrir les habitants des quartiers populaires depuis plusieurs mois sinon plusieurs années, etc.

Cela fait beaucoup de raisons pour se révolter contre cette société injuste, mais si la colère des pauvres est dirigée contre d'autres pauvres, cela n'aboutit à rien de positif. Bien au contraire, cela se retourne contre eux-mêmes et ne fait que les diviser en laissant le champ libre aux vrais criminels : le pouvoir en place et les capitalistes qui mènent la vie dure aux travailleurs et à l'ensemble des pauvres.

Côte d'Ivoire

LE TRAVAIL DES ENFANTS, UNE RÉALITÉ DE PLUS EN PLUS VISIBLE

Des enfants au travail dans les plantations de cacao

Comme tous les ans, nous avons droit à tout un cinéma sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire. Cette comédie est jouée par les gens du gouvernement, des ONG, et surtout par les multinationales qui s'enrichissent justement dans le commerce du chocolat, notamment les capitalistes américains. Mais c'est leur système capitaliste en pourrissement avancé qui fait que de plus en plus d'enfants sont obligés de travailler pour aider leurs parents à subvenir aux besoins quotidiens.

Le travail des enfants, il n'y en a pas que dans les plantations de cacao, de palmiers à

huile, anacarde, coton et autres. Ils sont certainement encore plus nombreux dans les grandes villes comme Abidjan. Il y a les petites bonnes qui sont des travailleuses à plein temps, les petites vendeuses dans les marchés, sur les bords des trottoirs et aujourd'hui de plus en plus des vendeuses itinérantes, qui parcourent les rues et les quartiers. Il y a aussi les jeunes apprentis dans les ateliers de chaussures, de confection, de mécanique ou de menuiserie. Ce sont peut-être des apprentis, mais ce sont avant tout des travailleurs bon marché et corvéables à merci.

A côté de tous ceux-là, il y a aussi les enfants qui vont encore à l'école tant que les parents peuvent se le permettre mais qui, avec l'augmentation du coût de la vie et le blocage des salaires, passent de plus en plus de temps à parcourir les rues avec leurs brosses à chaussures, des mouchoirs lotus à vendre ou une raclette pour nettoyer les vitres des voitures sur les voies de circulation.

Il y a 30 ans encore, il y avait bien moins d'enfants qui cherchaient ainsi pitance. C'est dire que la situation des travailleurs, comme de la grande majorité de la population, en ville comme au village, régresse en Côte d'Ivoire, y compris pour des catégories de salariés comme les instituteurs, par exemple.

Aujourd'hui, de plus en plus de travailleurs vivent de petits contrats précaires comme les journaliers, y compris dans les grandes entreprises. Alors que le coût de la vie renchérit d'année en année, les salaires des travailleurs stagnent, voire baissent. Les anciens se souviennent qu'il y a un peu plus de trente ans, le travail de journalier était interdit par la loi en Côte d'Ivoire même s'il était largement pratiqué dans les petites entreprises, notamment dans le secteur dit « informel ». Les industriels ont fait pression sur le gouvernement d'alors pour que cette loi soit modifiée afin qu'eux aussi puissent profiter d'une main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci. C'est ainsi que cette loi fut modifiée

Quant au petit paysan, il est obligé de produire plus pour un revenu moindre à cause des bas prix auxquels il doit céder sa production. C'est le cas dans l'hévéa, le palmier à l'huile, l'anacarde, le cacao et autres cultures de rente. Du coup, les enfants de toutes ces familles, en ville comme au village, sont bien obligés de chercher de l'argent pour que la famille ne s'enfonce pas encore plus dans la misère.

Alors, les industriels du cacao, les multinationales qui s'enrichissent dans le négoce et la production de chocolat peuvent faire du cinéma en indexant le travail des enfants dans les plantations de cacao. Ils sont les premiers à imposer un vil prix aux producteurs et sont de ce fait les premiers responsables de cette situation !

Quant au gouvernement ivoirien, il feint de brandir la loi qui interdit le travail des enfants en Côte d'Ivoire, mais personne n'est dupe de sa supercherie. Il est complice de l'exploitation des enfants et profite lui aussi de cette réalité comme il profite de l'exploitation capitaliste en générale.

Sénégal

PENDANT QUE MACKY SALL S'OFFRE UN AVION …

L'annonce de l'achat d'un avion présidentiel flambant neuf dont la livraison est prévue pour le 16 juillet prochain, a été ressentie à juste raison comme une insulte par la population, d'autant plus que la présidence dispose déjà d'un avion. Le budget consacré à ce caprice de Macky Sall n'a pas été dévoilé au public sous prétexte de secret-défense. On l'estime à 110 millions de dollars, environ 59 milliards de francs CFA.

Autant d'argent gaspillé de la sorte alors que les hôpitaux publics sont dans un

piteux état, que les habitants des quartiers populaires souffrent de coupures d'eau et d'électricité, que lors de chaque saison de pluie ils sont victimes d'inondation à cause du délabrement de la voirie, est une illustration du profond mépris du pouvoir à l'égard des populations pauvres.

La révolte de la jeunesse qui a embrasé le pays durant plusieurs jours au mois de mars dernier à la suite de l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko témoigne de la réelle colère qui gronde dans le milieu populaire contre la dégradation des conditions d'existence. Les affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre ont fait environ 13 morts et des dizaines de blessés. Quelques semaines après, ce sont des habitants de Niary Tally et Bène Tally, deux quartiers populaires de Dakar, qui sont sortis dans la rue pour crier leur colère contre les coupures d'eau qui durent depuis des mois sans que le gouvernement ne s'en préoccupe.

Tout dernièrement ce sont les travailleurs de l'hôpital régional de la ville de Kolda qui ont manifesté le 29 avril puis le 15 mai 2021 devant l'hôpital puis dans la ville pour protester contre le délabrement de cet établissement public. Celui-ci manque de tout, les équipements indispensables pour dépister les maladies tombent tout le temps en pannes ou manquent de consommables. De plus, il n'y a pas assez de médecins spécialistes. Selon un responsable syndical il n'y a par exemple qu'un seul gynécologue pour 400 000 femmes.

Lors de la première journée de manifestation, les manifestants ont été dispersés à coups de lacrymogènes par les forces de l'ordre. Deux semaines après, ils sont redescendus encore plus nombreux dans la rue avec le soutien des habitants. Cette fois-ci, les forces de l'ordre ont reçu l'ordre de ne pas charger.

Le 25 Mai 2021 ce sont les travailleurs du Centre hospitalier régional de Ziguinchor qui ont manifesté à l'appel de l'intersyndicale et de diverses associations locales pour exiger entre autres l'embauche de sages-femmes et l'augmentation du nombre de lits dans la maternité. La mortalité dans la principale maternité de cette ville atteint des chiffres élevés à cause du manque de personnel soignant qualifié et de matériel permettant d'accoucher dans de bonnes conditions.

Les travailleurs de l'Hôpital régional de Saint Louis dénoncent aussi la dégradation de leur condition de travail, à la quelle s'ajoute, entre autres, le non payement de leurs primes et heures supplémentaires depuis environ trois mois. Le 27 mai 2021, ils ont fait un sit-in devant l'hôpital pour dénoncer cette situation, ils menacent de faire la grève si la direction ne répond pas à leurs revendications. Quelques semaines plus tôt, ce sont leurs collègues du Centre de traitement des épidémies de l'hôpital Principal de Dakar qui ont organisé un sit-in devant le grand portail de leur établissement pour exiger le paiement de primes de motivation.

Ces quelques mouvements de colère montrent qu'il y a des besoins élémentaires urgents qui nécessitent un engagement massif et prioritaire de l'État. Mais la priorité pour Macky Sall est ailleurs, dans l'achat de son avion par exemple. Une nouvelle explosion de colère lui rappellera peut-être que la population en a assez de ce pouvoir qui se moque des besoins des plus pauvres.

Le 15 mai 2021, les travailleurs de l'hôpital régional de Kolda manifestent avec le soutien des habitants aux cris de : « Il faut sauver l'hôpital !»

LES ISLAMISTES PROPAGENT LEUR HAINE ET LEURS IDÉES RÉACTIONNAIRES

Des slogans de la manifestation des islamistes le 23 mai 2021 à Dakar

Le 23 mai dernier, plusieurs centaines de personnes (des milliers selon certains journaux locaux) ont manifesté à Dakar à l'appel du Rassemblement Islamique du Sénégal pour crier leur haine contre les homosexuels et pour demander au gouvernement de durcir la loi à leur encontre. La peine d'emprisonnement de 5 ans actuellement en vigueur contre les homosexuels ne leur suffit pas, ils veulent la doubler. Le principal dirigeant de l'opposition actuelle, Ousmane Sonko, faisait partie des manifestants et a été acclamé par eux.

Les imams ont harangué la foule en fustigeant ceux qui, selon eux, piétinent les valeurs de l'islam. Ils ont demandé aux gens de dénoncer les homosexuels pour les punir. Des responsables d'associations appartenant à la mouvance islamiste ont ensuite pris la parole. « Nous les tuerons ou nous les brûlerons vifs » a crié l'un d'eux. Les maladies, la misère et la pauvreté qui sévissent au Sénégal sont selon eux une punition divine contre les pratiques homosexuelles.

En propageant de tels discours haineux et réactionnaires, ces imams agissent comme des alliés objectifs du pouvoir en place. Cela tombe bien pour le président Macky Sall qui fait face depuis quelques mois à un mouvement de mécontentement populaire sur la question de l'eau, de l'électricité, de la cherté de la vie, des bas salaires, de la misère qui s'aggrave, de la dégradation des hôpitaux publics, etc. En détournant la colère des pauvres vers des boucs émissaires, les imams rendent un service à Macky Sall. Celui-ci va peut-être leur donner des gages supplémentaires pour les calmer.

Aujourd'hui, ce sont les homosexuels qui sont ciblés, demain ce sera peut-être ceux qui ne font pas le ramadan et les prières, ceux qui luttent pour améliorer leurs conditions d'existence ou qui, comme les communistes, contestent l'ordre bourgeois. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à suivre ces gens du Rassemblement islamique, ce sont des ennemis de leur classe sociale.

Mali

LES PUTSCHISTES RÉAFFIRMENT LEUR COUP DE FORCE

En démettant sans difficulté le Président et le Premier ministre de la « transition », le colonel Assimi Goita et ses compagnons putschistes ont montré qu'ils sont les vrais détenteurs du pouvoir à Bamako grâce aux soutiens dont ils disposent au sein de l'appareil militaire.

Après avoir renversé le régime du président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020, les putschistes avaient accepté, sous la pression notamment de l'impérialisme français et de ses alliés africains, de laisser le poste de Président et de Premier ministre à Bah Ndaw et à Moctar Ouane en attendant les élections prévues à l'issue de 18 mois de régime transitoire. Mais, après 8 mois de collaboration dans le gouvernement de transition, Assimi Goïta (qui n'était que vice-

président) les a enfermés dans la caserne de Kati et les a contraints à démissionner en les accusant de manquer de loyauté envers lui. Jusqu'à ce jour, il a la haute main sur l'armée et peut défendre sans trop de difficulté sa position.

Le président français, Emmanuel Macron, ainsi que les dirigeants de l'Union Africaine ont condamné le coup de force et menacé d'appliquer des sanctions contre les putschistes s'ils ne reviennent pas à la table des négociations et s'ils remettent en cause les accords concernant la transition et le « retour à la démocratie », c'est-à-dire à un État dirigé par un président sorti des urnes. En réalité, les dirigeants des grandes puissances ne s'embarrassent pas de la nature des régimes qu'ils soutiennent ; le sort des populations étranglées par les dictatures les plus infâmes sont à leurs yeux secondaires du moment que ces régimes acceptent de jouer le rôle du petit commis des intérêts locaux de la bourgeoisie de ces grandes puissances.

Au Mali comme au Tchad, si les putschistes restent fidèles aux intérêts économiques et géopolitiques de l'impérialisme français, celui-ci s'en accommodera comme il l'a toujours fait dans le passé lors des coups d'États dans ses anciennes colonies.

Le Comité national du salut du peuple (CNSP) lors d'une allocution télévisée, le 19 Août 2020. De gauche à droite : Modibo Koné, Assimi Goïta, Ismaël Wagné, Malick Diaw, Sadio Camara

Mali

LA FORCE DES TRAVAILLEURS C'EST LA GRÈVE !

Une affiche de l'UNTM appelant à la grève

Après le refus du gouvernement malien de revaloriser les salaires et les primes, l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali, la centrale syndicale qui regroupe les salariés du secteur public et du privé), a déclenché une grève générale de 5 jours à compter du 17 mai. Elle à été largement suivie surtout dans la fonction publique. La cité administrative de la capitale qui regroupe la plupart des ministères était déserte comme lors des jours fériés. La douane, les impôts et les banques ont aussi été paralysés. Selon l'UNTM, « le mot d'ordre a été suivi à hauteur de 98% dans les régions et de 96 % dans le district de Bamako »

N'ayant pas reçu de réponse des autorités politiques à la date du 21 mai, l'UNTM a relancé la grève à compter du 24 mai pour une durée de 5 jours tout en annonçant que cette grève deviendrait illimitée si le gouvernement restait sourd face aux revendications. Entretemps, le président Ban Ndaw et son Premier ministre Moctar Ouane ont été arrêtés par les putschistes. Au lieu de poursuivre le mouvement de grève qui avait pourtant un écho favorable auprès des salariés de la fonction publique, les dirigeants de l'UNTM l'ont suspendue en prétextant qu'ils n'avaient plus d'interlocuteurs avec qui négocier.

Cette grève commençait à peser sur le portefeuille du gouvernement car selon

certaines estimations elle aurait déjà coûté environ 20 milliards de francs Cfa à l'État. C'était la force de la grève. Les petits salariés de l'État y ont massivement participé car ils n'en peuvent plus de se serrer éternellement la ceinture à cause des bas salaires et de la cherté de la vie. Celui qui doit se frotter les mains à la suite de l'arrêt de la grève c'est le colonel Assimi Goïta car pour lui c'est une épine en moins dans le pied.

Madagascar

EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS ET SOUS-DÉVELOPPEMENT SONT LIÉS

Par un décret émis en 2019, le gouvernement malgache a fixé le salaire minimum mensuel d'un manœuvre (Catégorie M1) à 200 000 Ariary, soit 43,81 €. Deux ans plus tard, cette mesure n'est toujours pas appliquée, le salaire d'un manœuvre reste toujours bloqué à 168 019 Ariary (36,80 €). Pourtant les prix des produits de première nécessité se sont envolés ces deux dernières années. Le prix du riz qui était de 2000 Ariary le kilo est passé à 4000 Ariary (90 centimes d'euros) en février et celui de la bouteille d'huile a grimpé de 7000 à 9000 Ariary (1,97 €).

Il faut en plus préciser qu'il s'agit de salaires brut calculés sur la base de 40 heures de travail hebdomadaire ou 173,33 heures par mois pour le secteur non agricole, et 200 heures de travail par mois pour le secteur agricole !

Avec de tels salaires de misère, pas étonnant que les ouvriers malgaches ne puissent pas répondre à leurs besoins vitaux. Pas étonnant non plus que leurs exploiteurs se retrouvent, sans travailler et en très peu de temps, à la tête d'immenses fortunes qu'ils placent en France, à La Réunion ou sur les places financières mauriciennes plutôt que de les utiliser à développer le pays.

Cet argent échappe à la société malgache, car le gouvernement malgache est complice des exploiteurs sévissant dans l'île. Le taux d'imposition des entreprises étant insignifiant, il est dans l'incapacité de lever lui-même les fonds qui lui permettraient de donner à tous les habitants un logement décent, de fournir à tous eau potable, électricité et de quoi manger tous les jours !

Cette situation ne pourra changer que le jour où les travailleurs malgaches arracheront le pouvoir politique et économique des mains de la bourgeoisie et feront tourner l'économie pour le bien de tous et pas d'une minorité de parasites.

Distribution d'aide alimentaire par le PAM (Programme alimentaire mondial) à Ifotaka, dans le sud de Madagascar.

Dans le monde

VICTIMES DU PILLAGE IMPÉRIALISTE ET DE LA SÈCHERESSE

Toutes les ONG s'accordent à dire que le nombre d'êtres humains qui ont faim dans le monde a fortement augmenté. Actuellement en RDC 20 millions de personnes souffrent de famine. En République Centrafricaine, plus de 50% de la population sont en besoin alimentaire. Une énorme partie du Soudan du Sud ainsi que le Nord-est du Nigéria,

des régions où les conflits font rage, sont frappés par le phénomène de famine. L'Afrique de l'Ouest n'est pas en reste à commencer par le Burkina-Faso où les conflits de toutes sortes ainsi que la famine frappent fort en ce moment.

Les populations font face aux augmentations des prix du riz, du blé, du maïs, du mil, de l'huile et d'autres produits de base indispensables à l'alimentation humaine de notre époque. Or l'année dernière, la FAO affirmait : « Le niveau des stocks mondiaux de céréales est encore bon et les récoltes du blé et des principales cultures sont positives pour 2020 ». Il s'avère donc que ces hausses de prix sur les étals des commerçants, ne sont que dans une faible mesure liées à une baisse de la production. Il est scandaleux que plusieurs pays aient annoncé réduire leurs exportations de céréales avec l'arrière pensée de faire monter les cours et par voie de conséquence les profits que les propriétaires des firmes multinationales pourraient engranger.

Le Programme Alimentaire Mondial a beau sonner l'alarme devant le risque que le coronavirus provoque le doublement du nombre de personnes au bord de la famine. Cela ne rentre nullement en ligne de compte dans les froids calculs de la bourgeoisie capitaliste qui a la mainmise sur l'économie de la planète. Cette domination impérialiste, combinée au phénomène de la sécheresse et aux ralentissements des échanges consécutifs au coronavirus, est bien la principale calamité qui explique les famines et les millions de morts.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.